

Art. 3. Les agents visés à l'article 1^{er}, alinéa 3, souscrivent une déclaration aux termes de laquelle ils s'engagent à respecter la sécurité et la confidentialité des informations obtenues du Registre national lors de l'utilisation du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques.

Art. 4. La liste des personnes désignées conformément à l'article 1^{er}, alinéa 3, avec indication de leur grade et de leur fonction, et sous réserve des mises à jour nécessaires, est tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 5. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Art. 3. De personeelsleden bedoeld in artikel 1, derde lid, ondertekenen een verklaring waarin zij zich ertoe verbinden bij het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de informatiegegevens van het Rijksregister te eerbiedigen.

Art. 4. De lijst van de overeenkomstig artikel 1, derde lid, aangewezen personen wordt, met vermelding van hun graad en hun functie, en onder beding van de noodzakelijke bijwerkingen, ter beschikking gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 5. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 november 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 868

[C - 2003/00068]

15 JANVIER 2003. — Arrêté royal autorisant certains services du Ministère des Affaires étrangères à accéder au Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

RAPPORT AU ROI

Sire,

Conformément à l'article 2, 2^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, nos compatriotes qui sont inscrits dans les registres tenus par nos Ambassades et Consultats à l'étranger sont répertoriés au Registre national. L'article 4, § 2, 2^o, de l'arrêté royal du 3 avril 1984 dispose que cet enregistrement doit être effectué à l'intervention des services du Ministère des Affaires étrangères.

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend d'une part, à autoriser la Direction générale des Affaires consulaires et la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse à accéder aux informations du Registre national dans l'accomplissement de leurs missions et d'autre part, à permettre à la Direction du Personnel extérieur et à la Direction du personnel de l'administration centrale de la Direction générale d'Administration d'en utiliser le numéro d'identification.

Le fondement légal de l'arrêté en projet est constitué par les articles 5, alinéa 1^{er}, et 8, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

La Direction générale des Affaires consulaires du Ministère des Affaires étrangères est entre autres chargée de la protection, au sens large du terme, de nos ressortissants à l'étranger. Afin de pouvoir assurer cette protection efficacement et de manière optimale, il est nécessaire qu'elle puisse disposer rapidement de renseignements exacts concernant ces personnes. Une telle information s'avère notamment nécessaire lorsqu'un accident survient à un Belge résidant à l'étranger doit être annoncé aux membres de sa famille, lorsqu'un nouveau passeport doit être délivré par un poste diplomatique ou consulaire à un compatriote qui a perdu le sien à l'étranger, lorsqu'une attestation (par exemple de domicile ou de nationalité) doit être délivrée à un compatriote résidant à l'étranger, ou encore, lorsqu'il doit être procédé à une enquête de nationalité ou que des problèmes de droit familial se posent à l'égard de personnes résidant à l'étranger.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 868

[C - 2003/00068]

15 JANUARI 2003. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor sommige diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Overeenkomstig artikel 2, 2^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, worden landgenoten die ingeschreven zijn in de registers van onze Ambassades en Consultaten in het buitenland opgenomen in het Rijksregister. Artikel 4, § 2, 2^o, van het koninklijk besluit van 3 april 1984 bepaalt dat deze opname dient te gebeuren door de diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Het ontwerp van koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe, enerzijds toegang tot de informatiegegevens te verlenen aan het Directoraat-generaal Consulaire Zaken en aan de Directie Protocol, Adel en Ridderorden voor het vervullen van hun taken en anderzijds machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te verlenen aan de Directie buitenlands personeel en de Directie personeel hoofdbestuur van het Directoraat-generaal Administratie.

De rechtsgrond van het ontworpen besluit wordt gevormd door de artikelen 5, eerste lid, en 8, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Het Directoraat-generaal Consulaire Zaken van het Ministerie van Buitenlandse Zaken is onder meer belast met de bescherming, in de brede zin van het woord, van onze onderdanen in het buitenland. Om deze bescherming op optimale wijze en efficiënt te kunnen uitoefenen is het nodig snel over juiste gegevens betreffende deze personen te kunnen beschikken. Deze informatie is bijvoorbeeld nodig wanneer aan familieleden een ongeval moet gemeld worden waarbij een Belg verblijvend in het buitenland betrokken is, wanneer aan een landgenoot die zijn paspoort verloor in het buitenland, door de diplomatieke en consulaire posten, een nieuw paspoort moet afgegeven worden, wanneer aan een in het buitenland wonende landgenoot een attest (bijvoorbeeld van domicilie of nationaliteit) moet worden afgegeven, wanneer een onderzoek noodzakelijk is naar de nationaliteit of familierechtelijke problemen van in het buitenlands verblijvende personen.

La Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse du Ministère des Affaires étrangères est entre autres chargée de la gestion d'un certain nombre de membres du personnel de nationalité étrangère des Ambassades et Consulats étrangers ainsi que d'institutions internationales ayant leur siège en Belgique. Cette direction remplit mutatis mutandis le rôle de service de la population d'une commune belge vis-à-vis des catégories de personnes évoquées ci-avant. L'accès aux informations du Registre national permettra une gestion rationnelle et efficace de ces personnes, laquelle contribuera à améliorer l'image de notre pays.

La Direction générale des Affaires consulaires et la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse sollicitent dès lors l'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9°, et alinéa 2, de la loi précitée du 8 août 1983. Il y a lieu à cet égard de préciser que les informations mentionnées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° (nom et prénoms), 2° (lieu et date de naissance), 3° (sexe), 4° (nationalité), 5° (résidence principale) et 6° (lieu et date du décès) sont les données minimales de base pour constituer un dossier relatif à une personne physique. De plus, on peut considérer que les informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 7° (profession), 8° (état civil) et 9° (composition du ménage) sont également nécessaires pour l'accomplissement des missions de service ci-dessus mentionnées qui incombent respectivement à la Direction générale des Affaires consulaires et à la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse.

L'accès à l'historique des données, visé à l'article 3, alinéa 2, de la susdite loi du 8 août 1983, s'avère également indispensable, notamment pour permettre à ces services de prendre connaissance des modifications dont les informations susvisées (nationalité, domicile et composition du ménage) sont susceptibles de faire l'objet.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations et visées à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 est, pour ce qui concerne les tâches mentionnées aux articles 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 2, alinéa 1^{er}, limité à une période de trente années qui précède la date d'interrogation desdites informations.

Le Ministère des Affaires étrangères sollicite également pour la Direction générale de l'Administration (Direction du personnel extérieur et Direction du personnel de l'Administration centrale), l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification des personnes physiques inscrites au Registre national.

Les services du personnel du Ministère des Affaires étrangères qui gèrent les membres du personnel tant de l'administration centrale que dans les postes à l'étranger, sont en contact permanent avec un grand nombre d'institutions publiques belges. Ces institutions utilisent le numéro d'identification du Registre national, compte tenu de l'autorisation qui leur a été accordée à cette fin. Une gestion correcte et efficace de ce personnel suppose de pouvoir faire usage de ce numéro au sein de l'administration.

La Commission de la protection de la vie privée a donné son avis le 23 décembre 1997 et le Conseil d'Etat, le 12 juillet 1999.

Le projet d'arrêté tient compte des remarques formulées tant par cette Commission que par ce Haut Collège.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

De Directie Protocol, Adel en Ridderorden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken is onder meer belast met het beheer van een aantal personeelsleden van vreemde nationaliteit van de buitenlandse Ambassades en Consulaten en de internationale instellingen die hun zetel in België hebben. Deze dienst vervult mutatis mutandis de rol van de bevolkingsdienst van een Belgische gemeente voor bovengenoemde personen. Toegang tot de gegevens van het Rijksregister laat een rationeel en efficiënt beheer toe wat het imago van ons land nog zal verbeteren.

Bijgevolg vragen het Directoraat-generaal Consulaire Zaken en de Directie Protocol, Adel en Ridderorden de toegang tot de in artikel 3, eerste lid, 1° tot en met 9°, en tweede lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 bedoelde gegevens. Daarbij kan gepreciseerd worden dat de gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1° (naam en voornamen), 2° (geboorteplaats en -datum), 3° (geslacht), 4° (nationaliteit), 5° (hoofdverblijfplaats) en 6° (plaats en datum van overlijden) basisgegevens zijn, die minimaal noodzakelijk zijn om een dossier betreffende een natuurlijke persoon samen te stellen. Verder kan worden gesteld dat ook de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 7° (het beroep), 8° (de burgerlijke staat) en 9° (de samenstelling van het gezin) voor de vervulling van de hiervoor vermelde dienstopdrachten van respectievelijk het Directoraat-generaal Consulaire Zaken de de Directie Protocol, Adel en Ridderorden, noodzakelijk zijn.

Ook de toegang tot artikel 3, tweede lid, (historiek van de gegevens) van voormelde wet van 8 augustus 1983 is voor deze diensten noodzakelijk, bijvoorbeeld om de eventuele wijzigingen aan de hiervoor vermelde informatiegegevens (nationaliteit, verblijfplaats, gezinsamenstelling) te kennen.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen in de tijd, bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983 wordt, voor wat de taken betreft vermeld in de artikelen 1, eerste lid, en 2, eerste lid, beperkt tot een periode van dertig jaar die aan de datum van opvraging van de betrokken informatiegegevens voorafgaat.

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken vraagt eveneens voor het Directoraat-generaal Administratie (Directie buitenlands personeel en Directie personeel hoofdbestuur), machtiging om het identificatienummer van de natuurlijke personen, ingeschreven in het Rijksregister, te gebruiken.

De personeelsdiensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken die zowel de personeelsleden van het hoofdbestuur als in de posten in het buitenland beheren, staan in permanent contact met een groot aantal Belgische openbare instellingen. Deze instellingen gebruiken, gelet op de toestemming die hen daartoe verleend werd, het identificatienummer van het Rijksregister. Een goed en doeltreffend beheer van deze personeelsleden veronderstelt bijgevolg het gebruik van dit nummer binnen de administratie.

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verleende advies op 23 december 1997 en de Raad van State op 12 juli 1999.

Het ontwerp van besluit houdt rekening met de zowel door deze Commissie als door dit Hoge Rechtscollege gemaakte opmerkingen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

AVIS DU CONSEIL DETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 18 novembre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "autorisant certains services du Ministère des Affaires étrangères à accéder au Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification", a donné le 12 juillet 1999 l'avis suivant :

Examen du projet
Intitulé

Il ressort de la lecture du rapport au Roi que le texte en projet

« ... tend d'une part, à autoriser la Direction générale des Affaires consulaires et la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse à accéder aux informations du Registre national dans l'accomplissement de leurs missions et d'autre part, à permettre à la Direction du Personnel extérieur et à la Direction du personnel de l'administration centrale de la Direction générale d'Administration d'en utiliser le numéro d'identification. »

Il ne s'agit nullement d'autoriser l'un ou l'autre de ces services conjointement à accéder aux informations du Registre national et à en utiliser le numéro d'identification.

Pour éviter toute confusion quant à la portée de l'autorisation, il est proposé, dans l'intitulé du texte en projet, de remplacer les mots "et à en utiliser" par les mots "ou à en utiliser".

Préambule

Alinéas 2 et 3

1. Les textes dont le rappel serait jugé utile pour la détermination de la portée de l'arrêté ne doivent pas être visés sous forme de référants, mais faire l'objet de considérants.

C'est le cas de ces alinéas dans lesquels il convient de remplacer le mot "Vu" par le mot "Considérant".

2. Si la loi du 11 décembre 1998 transposant la directive 95/46/CE du 24 octobre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est mise en vigueur avant la signature du présent projet par le Roi, il conviendra d'adapter l'alinéa 2.

Alinéa 5 (nouveau)

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, le projet d'arrêté royal a été soumis à l'avis préalable de l'inspecteur des Finances. Il y a dès lors lieu d'insérer un alinéa nouveau rédigé comme suit :

« Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mai 1998, ».

Dispositif

Articles 3 et 5

Sous les articles 3, alinéa 2, 3°, et 5, alinéa 2, 3°, il convient d'insérer une réserve équivalente à celle reproduite sous les 2° des mêmes dispositions, à l'égard des autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi du 8 août 1983, cet ajout ne portant aucunement préjudice à l'application de l'arrêté royal du 3 avril 1984, dont le champ d'application *ratione personae* et les finalités sont distincts de l'arrêté en projet.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van state, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 november 1998 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor sommige diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken", heeft op 12 juli 1999 het volgende advies gegeven :

Onderzoek van het ontwerp
Opschrift

Uit de lezing van het verslag aan de Koning blijkt dat de ontworpen tekst

« ... (ertoe strekt), enerzijds toegang tot de informatiegegevens te verlenen aan het Directoraat-generaal Consulaire Zaken en aan de Directie Protocol, Adel en Ridderorden voor het vervullen van hun taken en anderzijds machtiging tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te verlenen aan de Directie buitenlands personeel en de Directie personeel hoofdbestuur van het Directoraat-generaal Administratie. »

Het is geenszins de bedoeling dat één van deze diensten tegelijkertijd gemachtigd wordt om de informatie van het Rijksregister in te zien en om het identificatienummer ervan te gebruiken.

Om iedere verwarring omtrent de strekking van de machtiging te voorkomen, wordt voorgesteld in het opschrift van de ontworpen regeling de woorden "en van het gebruik van het identificatienummer" te vervangen door de woorden "of van het gebruik van het identificatienummer".

Aanhef

Tweede en derde lid

1. De verwijzing naar de regelgevende teksten waarvan de vermelding nuttig wordt geacht om de draagwijdte van het besluit te bepalen, moet beginnen met het woord "Gezien" en niet met de woorden "Gelet op".

Dat is het geval voor deze twee leden.

2. Indien de wet van 11 december 1998 tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens uitwerking krijgt voordat het voorliggende ontwerp door de Koning ondertekend is, behoort het tweede lid te worden aangepast.

Vijfde lid (nieuw)

Het ontwerp van koninklijk besluit is, overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en de grotingscontrole, voor voorafgaand advies voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën. Bijgevolg dient een nieuw lid te worden ingevoegd, luidend als volgt

« Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 mei 1998, »

Dispositief

Artikelen 3 en 5

In de artikelen 3, tweede lid, 3°, en 5, tweede lid, 3°, behoort een soortgelijk voorbehoud te worden ingevoegd als het voorbehoud dat is gemaakt in onderdeel 2° van dezelfde bepalingen ten aanzien van de openbare overheden en van de instellingen die krachtens artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 zijn aangewezen. De toevoeging van dat voorbehoud belemmert geenszins de toepassing van het koninklijk besluit van 3 april 1984, waarvan de werkingssfeer *ratione personae* en de doeleinden verschillen van het ontworpen besluit.

La chambre était composée de :
 MM. :
 Y. Kreins, conseiller d'Etat, président;
 P. Lienardy et P. Quertainmont, conseillers d'Etat;
 P. Gothot et J. van Compernelle, assesseurs de la section de législation;
 Mme B. Vigneron, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme F. Carlier, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lienardy.

Le greffier,	Le président,
B. Vigneron.	Y. Kreins.

De kamer was samengesteld uit :
 De heren :
 Y. Kreins, staatsraad, voorzitter;
 P. Lienardy en P. Quertainmont, staatsraden;
 P. Gothot en J. van Compernelle, assessoren van de afdeling wetgeving;
 Mevr. B. Vigneron, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. F. Carlier, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lienardy.

De griffier,	De voorzitter,
B. Vigneron.	Y. Kreins.

AVIS N° 41/1997 DU 23 DECEMBRE 1997
 DE LA COMMISSION DE LA PROTECTION
 DE LA VIE PRIVÉE

Projet d'arrêté royal autorisant certains services du Ministère des Affaires étrangères à accéder au Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, en particulier l'article 29;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, en particulier l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995, et l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Vu le rapport de M. C. Voet, rapporteur,
 Emet, le 23 décembre 1997, l'avis suivant :

I. OBJET DE LA DEMANDE D'AVIS :

Le projet d'arrêté royal vise à accorder :

a) l'accès aux données (chapitre 1^{er} du projet d'arrêté royal) à :

— la Direction générale des Affaires consulaires du Ministère des Affaires étrangères;

— la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse du Ministère des Affaires étrangères.

Dans les deux cas, il s'agit de demander l'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1° à 9° inclus, et alinéa 2 de la loi du 8 août 1983.

b) l'utilisation du numéro d'identification (chapitre 2 du projet d'arrêté royal) à :

— la Direction du Personnel extérieur;

— la Direction du personnel de l'administration centrale de la Direction générale d'Administration du Ministère des Affaires étrangères.

II. JUSTIFICATION DE LA DEMANDE D'ACCES ET D'UTILISATION :

Le rapport au Roi motive la demande d'accès et d'utilisation comme suit :

« La Direction générale des Affaires consulaires du Ministère des Affaires étrangères est entre autres chargée de la protection, au sens large du terme, de nos ressortissants à l'étranger. Afin de pouvoir assurer cette protection efficacement et de manière optimale, il est nécessaire qu'elle puisse disposer rapidement de renseignements exacts concernant ces personnes. Une telle information s'avère notamment nécessaire lorsqu'un accident survient à un Belge résidant à l'étranger doit être annoncé aux membres de sa famille, lorsqu'un nouveau passeport doit être délivré par un poste diplomatique ou consulaire à un compatriote qui a perdu son passeport à l'étranger, lorsqu'une attestation (par exemple de domicile ou de nationalité) doit être délivrée à un compatriote résidant à l'étranger, ou encore, lorsqu'il doit être procédé à une enquête de nationalité ou que des problèmes de droit familial se posent à l'égard de personnes résidant à l'étranger.

ADVIES Nr. 41/1997 VAN 23 DECEMBER 1997 VAN DE COMMISSIE
 VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSSFEER

Ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor sommige diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 29;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995, en artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Gelet op het verslag van de heer C. Voet, verslaggever,

Brengt op 23 december 1997 het volgende advies uit :

I. VOORWERP VAN DE ADVIESAANVRAAG :

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt tot :

a) toegang tot de informatiegegevens (hoofdstuk 1 van het ontwerp van koninklijk besluit) aan :

— het Directoraat-generaal Consulaire Zaken van het Ministerie van Buitenlandse Zaken;

— de Directie Protocol, Adel en Ridderorden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

In beide gevallen wordt de toegang gevraagd tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid 1° tot en met 9°, en tweede lid van de wet van 8 augustus 1983;

b) gebruik van het identificatienummer (hoofdstuk 2 van het ontwerp van koninklijk besluit) door :

— de Directie buitenlands personeel;

— de Directie personeel hoofdbestuur van het Directoraat-generaal Administratie van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

II. VERANTWOORDING VAN HET VERZOEK TOT TOEGANG EN GEBRUIK :

In het verslag aan de Koning wordt het verzoek tot toegang en gebruik als volgt gemotiveerd :

« Het Directoraat-generaal Consulaire Zaken van het Ministerie van Buitenlandse Zaken is onder meer belast met de bescherming, in de brede zin van het woord, van onze onderdanen in het buitenland. Om deze bescherming op optimale wijze en efficiënt te kunnen uitoefenen is het nodig snel over juiste gegevens betreffende deze personen te kunnen beschikken. Deze informatie is bijvoorbeeld nodig wanneer aan familieleden een ongeval moet gemeld worden waarbij een Belg verblijvend in het buitenland betrokken is, wanneer aan een landgenoot die zijn paspoort verloor in het buitenland, door de diplomatieke en consulaire posten, een nieuw paspoort moet afgegeven worden, wanneer aan een in het buitenland wonende landgenoot een attest (bijvoorbeeld van domicilie of nationaliteit) moet worden afgegeven, wanneer een onderzoek noodzakelijk is naar de nationaliteit of familierechtelijke problemen van in het buitenland verblijvende personen.

La Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse du Ministère des Affaires étrangères est entre autres chargée de la gestion d'un certain nombre de membres du personnel de nationalité étrangère des Ambassades et Consuls étrangers ainsi que d'institutions internationales ayant leur siège en Belgique. Cette direction remplit mutatis mutandis le rôle de service de la population d'une commune belge vis-à-vis des catégories de personnes ci-avant évoquées. L'accès aux informations du Registre national permettra une gestion rationnelle et efficace qui contribuera à améliorer l'image de notre pays.

(...)

Les services du personnel du Ministère des Affaires étrangères qui gèrent les membres du personnel ayant leur résidence tant à Bruxelles que dans les postes à l'étranger, sont en contact permanent avec un grand nombre d'institutions publiques belges. Ces institutions utilisent le numéro d'identification du Registre national, compte tenu de l'autorisation qui leur a été accordée à cette fin. Une gestion correcte et efficace de ce personnel suppose de pouvoir faire usage de ce numéro au sein de l'administration. »

III. EXAMEN :

1° La Commission est d'avis que la demande d'accès et d'utilisation est suffisamment motivée.

2° L'accès est demandé respectivement pour le Directeur général de la Direction générale, le chef de la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse et pour les Conseillers généraux de la Direction précitée, mais également pour les membres du personnel désignés par les fonctionnaires précités, "en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives. »

On retrouve également une disposition similaire pour l'utilisation du numéro d'identification.

L'article 4 du projet d'arrêté royal dispose en effet que l'autorisation d'utilisation est réservée : au Directeur général de la Direction générale d'Administration, aux fonctionnaires dirigeant la Direction du personnel extérieur et à la Direction du personnel de l'administration centrale de la Direction générale d'Administration, mais également "aux membres du personnel que les fonctionnaires visés sous 1° et 2° désignent nommément et par écrit à cet effet au sein de leurs services, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives".

Cette demande d'accès et d'utilisation est effectivement conforme au point de vue prévalant actuellement au sein de la Commission. Depuis décembre 1994, la Commission affirme que l'autorisation d'utilisation du numéro d'identification du Registre national devrait être accordée sur la base d'un système de répartition fonctionnelle du travail (voir avis n° 31/94 du 23 décembre 1994 concernant un projet d'arrêté royal autorisant certains membres du personnel de l'Administration de l'Art de guérir du Ministère de la Santé publique et de l'Environnement à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques - voir également le rapport d'activité 1994-95 de la Commission de la protection de la vie privée, p. 84).

3° Le texte en projet tient compte de la position actuelle de la Commission selon laquelle le titulaire d'une autorisation d'accès doit s'en tenir à la règle interdisant la communication de données du Registre national à des tiers, à moins que ces derniers ne soient eux-mêmes habilités à accéder audit Registre.

4° La Commission insiste sur le fait que la demande d'accès et d'utilisation du numéro d'identification du Registre national doit se limiter aux personnes concernant lesquelles des tâches s'imposent. Il n'est pas question d'un accès illimité à toutes les personnes inscrites au Registre national. Il doit toujours y avoir un lien avec des ressortissants à l'étranger ou des membres du personnel de nationalité étrangère des Ambassades et Consuls et des organisations internationales ayant leur siège en Belgique. Le texte devrait introduire des garanties plus solides en ce sens.

Par ces motifs,

Sous réserve de la référence au passage motivé sous le point 4°, la Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,

J. Paul.

Le président,

P. Thomas.

De Directie Protocol, Adel en Ridderorden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken is onder meer belast met het beheer van een aantal vreemde personeelsleden van de buitenlandse Ambassades en Consulaten en de internationale instellingen die hun zetel in België hebben. Deze dienst vervult mutatis mutandis de rol van de bevolkingsdienst van een Belgische gemeente voor bovengenoemde personen. Toegang tot de gegevens van het Rijksregister laat een rationeel en efficiënt beheer toe dat het imago van ons land nog zal verbeteren.

(...)

De Personeelsdiensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken die zowel de personeelsleden in Brussel als in de posten in het buitenland beheren, zijn in permanent contact met een groot aantal Belgische openbare instellingen. Deze instellingen gebruiken, gelet op de toestemming die hen daartoe verleend werd, het identificatienummer van het Rijksregister. Een goed en doeltreffend beheer van deze personeelsleden veronderstelt bijgevolg het gebruik van dit nummer binnen de administratie. »

II. BESPREKING :

1° De Commissie is van oordeel dat het verzoek tot toegang en gebruik voldoende gemotiveerd is.

2° De toegang wordt gevraagd voor respectievelijk de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal, het Hoofd van de Directie Protocol, Adel en Ridderorden en aan de Adviseurs-generaal van laatstgenoemde Directie, maar ook voor de personeelsleden, die door voornoemde ambtenaren worden aangewezen "binnen hun diensten bij name en schriftelijk en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden. »

Een soortgelijke bepaling vindt men eveneens terug voor het gebruik van het identificatienummer.

Artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit bepaalt inderdaad dat de machtiging tot het gebruik is voorbehouden : aan de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Administratie, aan de leidende ambtenaren van de Directie buitenlands personeel en de directie personeel hoofdbestuur van het directoraat-generaal Administratie, maar ook aan "de personeelsleden die de onder 1° en 2° vermelde ambtenaren binnen hun diensten bij name en schriftelijk aanwijzen, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden".

Dit verzoek tot toegang en gebruik is inderdaad in overeenstemming met de heersende actuele opvatting binnen de Commissie. Vanaf december 1994 heeft de Commissie gesteld dat de machtiging tot gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister zou moeten worden toegekend op basis van een systeem van functionele werkverdeling (zie advies nr. 31/94 van 23 december 1994 inzake een ontwerp van koninklijk besluit tot machtiging van bepaalde personeelsleden van het Bestuur Geneeskundepraktijk van het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu tot het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen - zie ook verslag over de werkzaamheden 1994-95, Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, blz. 84.).

3° De ontwerp tekst houdt rekening met de heersende opvatting van de Commissie dat de titularis van een machtiging tot toegang zich dient te houden aan de regel, die de mededeling verbiedt van informatiegegevens aan derden, tenzij die derden zelf gemachtigd werden tot toegang tot het Rijksregister.

4° De Commissie legt er de nadruk op dat het verzoek tot toegang en gebruik van het Rijksregisternummer beperkt dient te worden tot de personen met betrekking tot dewelke zich taken opdringen. Er kan geen sprake zijn van een ongebreidelde toegang tot alle personen die in het Rijksregister zijn ingeschreven. Er moet steeds een band zijn met de onderdanen in het buitenland, of met de vreemde personeelsleden van de buitenlandse Ambassades en Consulaten en de internationale instellingen die hun zetel in België hebben. In die zin zouden in de tekst sterkere garanties dienen te worden ingebouwd.

Om deze redenen,

Verleent de Commissie, onder verwijzing naar punt 4° van het motiverend gedeelte, een gunstig advies.

De secretaris,

J. Paul.

De voorzitter,

P. Thomas.

15 JANVIER 2003. — Arrêté royal autorisant certains services du Ministère des Affaires étrangères à accéder au Registre national des personnes physiques et à en utiliser le numéro d'identification

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 30 mars 1995, et l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

Considérant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 4;

Considérant l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations, notamment les articles 1^{er}, § 2, et 4, § 2, 2^o et 3^o;

Vu l'avis n° 41/97 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 23 décembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mai 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères, de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Accès aux informations

Article 1^{er}. La Direction générale des Affaires consulaires du Ministère des Affaires étrangères est autorisée, pour l'accomplissement des tâches de gestion interne relevant de sa compétence, à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 9^o inclusivement, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations est autorisé :

1^o au Directeur général de la Direction générale des Affaires consulaires;

2^o aux membres du personnel que le fonctionnaire visé sous 1^o désigne nommément et par écrit à cet effet au sein de ses services, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est limité à une période de trente années qui précède la date d'interrogation desdites informations.

Art. 2. La Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse du Ministère des Affaires étrangères est autorisée, pour l'accomplissement des tâches de gestion interne relevant de sa compétence, à accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 9^o inclusivement, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

L'accès aux informations est autorisé :

1^o au chef de la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse;

2^o aux Conseillers généraux de la Direction précitée;

3^o aux membres du personnel que les fonctionnaires visés sous 1^o et 2^o désignent nommément et par écrit à cet effet au sein de leurs services, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives.

L'accès aux modifications successives apportées aux informations visées à l'alinéa 1^{er} est limité à une période de trente années qui précède la date d'interrogation desdites informations.

Art. 3. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, et de l'article 2, alinéa 1^{er}, ne peuvent être utilisées qu'aux fins qui y sont énumérées et doivent se trouver en relation respectivement avec les ressortissants belges à l'étranger ou avec les membres du personnel de nationalité étrangère des Ambassades et Consultats étrangers établis en Belgique ainsi que des institutions internationales ayant leur siège en Belgique. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

15 JANUARI 2003. — Koninklijk besluit tot regeling van de toegang tot de informatiegegevens en van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen voor sommige diensten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995, en artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Overwegende de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid op artikel 4;

Overwegende het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informatie, inzonderheid op de artikelen 1, § 2, en 4, § 2, 2^o en 3^o;

Gelet op het advies nr 41/97 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 23 december 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 mei 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Toegang tot de informatiegegevens

Artikel 1. Aan het Directoraat-generaal Consulaire Zaken van het Ministerie van Buitenlandse Zaken wordt, voor het vervullen van de taken van intern beheer die tot haar bevoegdheid behoren, toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot en met 9^o, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens is toegestaan :

1^o aan de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Consulaire Zaken;

2^o aan de personeelsleden die de onder 1^o vermelde ambtenaar binnen zijn dienst bij name en schriftelijk aanwijst, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen die aan de in het eerste lid bedoelde informatiegegevens worden aangebracht, wordt beperkt tot een periode van dertig jaar die aan de datum van opvraging van de gegevens voorafgaat.

Art. 2. Aan de Directie Protocol, Adel en Ridderorden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken wordt voor het vervullen van de taken van intern beheer die tot haar bevoegdheid behoren, toegang verleend tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot en met 9^o, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

De toegang tot de informatiegegevens is toegestaan :

1^o aan het hoofd van de Directie Protocol, Adel en Ridderorden;

2^o aan de Adviseurs-generaal van de voormelde Directie;

3^o aan de personeelsleden die de onder 1^o en 2^o vermelde ambtenaren binnen hun diensten bij name en schriftelijk aanwijzen, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

De toegang tot de opeenvolgende wijzigingen die aan de in het eerste lid bedoelde informatiegegevens worden aangebracht, wordt beperkt tot een periode van dertig jaar die aan de datum van opvraging van de gegevens voorafgaat.

Art. 3. De met toepassing van artikel 1, eerste lid, en artikel 2, eerste lid, verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt voor de in deze leden vermelde doeleinder en dienen een band te bezitten respectievelijk met de Belgische onderdanen in het buitenland of met de personeelsleden van vreemde nationaliteit van de buitenlandse Ambassades en Consultaten die gevestigd zijn in België alsmede van de internationale instellingen die hun zetel hebben in België. Zij mogen niet medegedeeld worden aan derden.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ou leurs représentants légaux;

2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de leur désignation et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec la Direction générale des Affaires consulaires et la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse du Ministère des Affaires étrangères, aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'article 2, alinéa 1^{er};

3° les Ambassades et les Consuls belges à l'étranger, pour les informations qui peuvent leur être communiquées en vertu de l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1984 relatif à l'accès de certaines autorités publiques au Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à la tenue à jour et au contrôle des informations et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec la Direction générale des Affaires consulaires et la Direction du Protocole, des Ordres et de la Noblesse du Ministère des Affaires étrangères aux fins énumérées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, et à l'article 2, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — Utilisation du numéro d'identification

Art. 4. La Direction du Personnel extérieur et la Direction du personnel de l'administration centrale de la Direction générale d'Administration du Ministère des Affaires étrangères sont autorisées, pour l'accomplissement des tâches de gestion interne relevant de leurs compétences, à utiliser le numéro d'identification des personnes inscrites au Registre national des personnes physiques, pour autant que ces personnes relèvent du personnel des Ambassades et des Consuls belges à l'étranger ou de l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères.

L'autorisation d'utilisation du numéro d'identification visée à l'alinéa 1^{er} est réservée :

1° au Directeur général de la Direction générale d'Administration;

2° aux fonctionnaires dirigeant la Direction du Personnel extérieur et la Direction du personnel de l'administration centrale de la Direction générale d'Administration;

3° aux membres du personnel que les fonctionnaires visés sous 1° et 2° désignent nommément et par écrit à cet effet au sein de leurs services, en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives.

Art. 5. Le numéro d'identification ne peut être utilisé à des fins de gestion interne que comme moyen d'identification dans les fichiers et répertoires qui sont tenus par la Direction du Personnel extérieur et la Direction du personnel de l'administration centrale de la Direction générale d'Administration, en vue de l'accomplissement des tâches visées à l'article 4, alinéa 1^{er}.

En cas d'usage externe, le numéro d'identification ne peut être utilisé que dans les relations nécessaires à l'accomplissement des tâches visées à l'article 4, alinéa 1^{er}, avec :

1° le titulaire du numéro d'identification ou ses représentants légaux;

2° les autorités publiques et organismes qui, en vertu de l'article 8 de la loi du 8 août 1983, ont eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification et qui agissent dans l'exercice de leurs compétences légales et réglementaires;

3° les Ambassades et Consuls belges à l'étrangers, conformément à l'article 6, § 1^{er}, 6°, de l'arrêté royal précité du 3 avril 1984 et dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec les Directions énumérées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 6. La liste des fonctionnaires et membres du personnel désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 2, à l'article 2, alinéa 2, et à l'article 4, alinéa 2, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise selon la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Worden niet als derden beschouwd voor de toepassing van het eerste lid :

1° de natuurlijke personen waarop die informatiegegevens betrekking hebben of hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° de openbare overheden en instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, voor de informatiegegevens die hun mogen worden medegedeeld krachtens hun aanwijzing en in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, eerste lid, en 2, eerste lid, vermelde doeleinden met het Directoraat-generaal Consulaire Zaken en de Directie Protocol, Adel en Ridderorden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken onderhouden;

3° de Belgische Ambassades en Consultaten in het buitenland, voor de informatiegegevens die hun mogen worden medegedeeld krachtens artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1984 betreffende de toegang door sommige openbare overheden tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede betreffende het bijhouden en de controle van de informaties en in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, eerste lid, en artikel 2, eerste lid, vermelde doeleinden met het Directoraat-generaal Consulaire Zaken en de Directie Protocol, Adel en Ridderorden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken onderhouden.

HOOFDSTUK II. — Gebruik van het identificatienummer

Art. 4. Aan de Directie buitenlands personeel en de Directie personeel hoofdbestuur van het Directoraat-generaal Administratie van het Ministerie van Buitenlandse Zaken wordt, voor het vervullen van de taken van intern beheer die tot hun bevoegdheid behoren, machtiging verleend om het identificatienummer te gebruiken van de personen die inschreven zijn in het Rijksregister van de natuurlijke personen voor zover deze personen behoren tot het personeel van de Belgische Ambassades en Consultaten in het buitenland of van het hoofdbestuur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

De machtiging tot het gebruik van het identificatienummer bedoeld in het eerste lid is voorbehouden :

1° aan de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Administratie;

2° aan de leidende ambtenaren van de Directie buitenlands personeel en de Directie personeel hoofdbestuur van het Directoraat-generaal Administratie;

3° aan de personeelsleden die de onder 1° en 2° vermelde ambtenaren binnen hun diensten bij name en schriftelijk aanwijzen, wegens hun functies en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

Art. 5. Voor interne doeleinden mag het identificatienummer uitsluitend gebruikt worden als identificatiemiddel in de repertoria en bestanden die door de Directie buitenlands personeel en de Directie personeel hoofdbestuur van het Directoraat-generaal Administratie worden bijgehouden voor het vervullen van de in artikel 4, eerste lid, bedoelde taken.

Bij extern gebruik mag het identificatienummer enkel gebruikt worden in de betrekkingen die voor het vervullen van de in artikel 4, eerste lid, bedoelde taken noodzakelijk zijn, met :

1° de houder van het nummer of zijn wettelijke vertegenwoordiger;

2° de openbare overheden en instellingen die overeenkomstig artikel 8 van de wet van 8 augustus 1983 zelf machtiging hebben verkregen om het identificatienummer te gebruiken in hun optreden tot uitoefening van hun wettelijke en reglementaire bevoegdheden;

3° de Belgische Ambassades en Consultaten in het buitenland overeenkomstig artikel 6, § 1, 6°, van het voormeld koninklijk besluit van 3 april 1984 en in het kader van de betrekkingen die zij met de in het eerste lid opgenoemde Directies onderhouden.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 6. De lijst van de overeenkomstig artikel 1, tweede lid, artikel 2, tweede lid, en artikel 4, tweede lid, aangewezen ambtenaren en personeelsleden wordt, met vermelding van hun ambt of functie, jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde regelmaat aan de Commissie van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer toegezonden.

Art. 7. Notre Ministre des Affaires étrangères, Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

L. MICHEL

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN

Art. 7. Onze Minister van Buitenlandse Zaken, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

L. MICHEL

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

F. 2003 — 869

[2003/12045]

7 JANVIER 2003. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 2 décembre 1997 fixant les échelles de traitement des grades particuliers du Ministère de l'Emploi et du Travail

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 107, alinéa 2 de la Constitution coordonnée;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 4, 2° modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995, ainsi que l'annexe 1 modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 9 janvier 2002;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1997 fixant les échelles de traitement des grades particuliers du Ministère de l'Emploi et du Travail, modifié par les arrêtés royaux du 3 juin 1999 (2 arrêtés), 8 juillet 2001 et 4 décembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mai 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 mai 2002;

Vu le protocole n° 410 du 4 mars 2002 de la négociation menée au sein du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la réforme des carrières de la fonction publique administrative fédérale des niveaux 4 à 2+ inclut un des aspects de l'accord intersectoriel 2001-2002;

Considérant que certaines mesures prévues sont déjà entrées en vigueur respectivement au 1^{er} janvier 2002 et au 1^{er} juin 2002;

Considérant qu'il s'impose dès lors de permettre aux services chargés de liquider les traitements de disposer au plus vite des nouvelles échelles de traitement adaptées;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans les dispositions mentionnées ci-après de l'arrêté royal du 2 décembre 1997 fixant les échelles de traitement des grades particuliers du Ministère de l'Emploi et du Travail, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 décembre 2001, les échelles de traitement figurant à la première colonne du tableau suivant sont remplacées par les échelles de traitement reprises dans la deuxième colonne du tableau.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

N. 2003 — 869

[2003/12045]

7 JANUARI 2003. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 2 december 1997 tot vaststelling van de weddenscalen van de bijzondere graden van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het artikel 107, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 4, 2°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, alsmede bijlage 1, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 januari 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1997 tot vaststelling van de weddenscalen van de bijzondere graden van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 3 juni 1999 (2 besluiten), 8 juli 2001 en 4 december 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 7 februari 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 mei 2002.

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 13 mei 2002;

Gelet op het protocol nr. 410 van 4 maart 2002 van de onderhandelingen gevoerd in het Comité voor de federale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de hervorming van de loopbanen van het federaal administratief openbaar ambt van de niveaus 4 tot 2+ één van de aspecten van het intersectoraal akkoord 2001-2002 insluit;

Overwegende dat sommige voorziene maatregelen al in werking getreden zijn, respectievelijk op 1 januari 2002 en 1 juni 2002;

Overwegende dat de diensten die de wedden moeten uitbetalen dan ook in staat moeten gesteld worden zo snel mogelijk te beschikken over de nieuwe aangepaste weddenscalen;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid en van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de hierna vermelde bepalingen van het koninklijk besluit van 2 december 1997 tot vaststelling van de weddenscalen van de bijzondere graden van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 december 2001, worden de weddenscalen die voorkomen in de eerste kolom van de volgende tabel, vervangen door de weddenscalen in de tweede kolom van dezelfde tabel.